

Quelques éléments de réflexion sur l'islam politique dans le monde arabe

Samir Amghar

Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), Paris

Abstract -The forms taken by political Islam in Maghreb and Machrek, though they seem similar at first, are actually quite diverse. Beyond a few common principles, their ideological positions are far from uniform. A complex and evolving movement, political Islam covers a wide spectrum of political sensibilities. As Islamic formations operate primarily within national frameworks, the political context in which they evolve has a strong influence on their strategies, rhetoric and political programs.

Keywords:
political Islam;
management;
revolution;
protestation;
secularization.

Résumé -Dans le monde arabe, les formes que prend l'islam politique, qui semblent de prime abord similaires, sont en réalité d'une grande diversité. Au-delà de quelques principes communs, leurs positionnements idéologiques sont loin d'être uniformes. Mouvance complexe et évolutive, l'islam politique recouvre un large spectre de sensibilités politiques. Parce que les formations islamistes s'inscrivent avant tout dans des logiques nationales, le contexte politique dans lequel ils évoluent influence très profondément leur stratégie, leur langage et leur programme politique.

Mots-clés:
islam politique;
gestion;
protestation;
révolution;
sécularisation.

Introduction

L'expérience du pouvoir des islamistes a soulevé de nombreuses hypothèses. Pour certains qui privilégient la dimension religieuse de l'islamisme, ils affirment que parce qu'il se réfère à un absolu, l'islamisme n'est pas, par définition, réformable. D'autres, privilégiant la dimension politique de l'islamisme, prédisent sa sociale démocratisation en raison du pragmatisme des acteurs⁽¹⁾.

Lorsque nous parlerons d'islamisme, nous désignerons les groupes fondés sur une vision précise du politique, ayant un projet politique pratique (et non une utopie messianique), organisés en mouvement social ou en parti politique, recourant à des activités et des démarches proprement politiques (participation à des élections, manifestations, pétitions...), agissant dans un cadre politique réel (l'État) et institutionnalisé, et non violents dans leurs modes d'action. À ce titre, nous ne considérons pas le jihadisme (al-Qaïda, Groupe salafiste de prédication et de combat, Groupes islamiques armés, Takfir wal Hijra,...) et les mouvements missionnaires (Tabligh, salafisme...) comme procédant de l'islam politique, bien qu'ils partagent un fonds idéologique et religieux commun⁽²⁾.

1. Tentative de typologie de l'islam politique

1.1 Les partis islamistes dits gestionnaires

Ce sont en général des partis installés à proximité du pouvoir et qui prétendent, sans pourtant y arriver, à exercer le pouvoir⁽³⁾. Ainsi, ils ont «une vocation routinière, au gré des aléas de l'alternance démocratique»⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ François Burgat, *L'islam en face*, Paris, La Découverte 1995. Olivier Roy, *L'échec de l'islam politique*, Paris, Le Seuil, 1994.

⁽²⁾ Patrick Haenni, «Trois scènes d'une banalité historique... les islamismes d'Occident ou la redécouverte de la mondialisation libérale», in Samir Amghar (dir.), *Islamismes d'Occident. Etats des lieux et perspective*, Paris, Lignes de repères, 2006.

⁽³⁾ Cette idée est empruntée à Dominique Chagnollaud, *Introduction à la politique*, Le Seuil, «Points Essais», Paris, 1996, p. 117.

⁽⁴⁾ Philippe Braud, *Sociologie politique*, L.G.D.J., Paris, p. 459.

Quelques éléments de réflexion sur l'islam politique dans le monde arabe | Samir Amghar

Ces partis tentent de se constituer des majorités, à l'exemple du PJD au Maroc, à former des gouvernements comme l'AKP en Turquie ou Ennahdha en Tunisie, ou à entrer dans des coalitions gouvernementales comme le Mouvement de la société et de la paix (MSP) en Algérie ou le Hezbollah au Liban, ou encore à contrôler des municipalités⁽⁵⁾. L'exercice des affaires publiques ou l'espoir de conquérir un jour le pouvoir influence en permanence leur langage et leur stratégie.

Au sein de ces partis islamistes dits gestionnaires, on doit distinguer les partis minoritaires et les structures à vocation majoritaire. Compte tenu de leur faible taille, de leur implantation électorale réduite, faute de véritable implantation sociale, voire de structures organisées, les partis islamistes minoritaires ne disposent pas des moyens de devenir des partis majoritaires capables de gouverner seuls. C'est sans doute la raison pour laquelle ils intègrent la majorité: ils apparaissent indispensables à la constitution d'une majorité de gouvernement en profitant de leur position stratégique. Bien qu'ils soient minoritaires, leur «label islamiste» rend leur concours stratégiquement précieux pour des coalitions en quête de légitimité démocratique et islamique. Ils adoptent bien souvent une posture de soutien critique au gouvernement. Ils s'impliquent dans la majorité et appuient les réformes institutionnelles, tout en critiquant le gouvernement sur certains points. C'était le cas du MSP en Algérie⁽⁶⁾ jusqu'en 2012.

Dans la mesure où ils font partie de la majorité parlementaire, ils se réservent le droit de défendre leur propre point de vue et, par conséquent, de critiquer le compromis gouvernemental. Leurs critiques à l'égard des autorités ne sont cependant pas accompagnées de rupture et constituent généralement un discours de campagne, voire de «consommation interne», à l'adresse de la base du parti. Ce discours oppositionnel a pour but de se rapprocher des classes populaires qui ont du mal à se reconnaître dans

⁽⁵⁾ Aude Signoles «L'islamisme municipal, enjeu et garant de la modernisation des pratiques politiques», *Critique internationale*, janvier-mars 2009.

⁽⁶⁾ Samir Amghar, «Les partis islamistes en Algérie: structures révolutionnaires ou partis de gouvernement?», *Maghreb Machrek*, n°194, hiver 2007-2008, p. 19.

Quelques éléments de réflexion sur l'islam politique dans le monde arabe | Samir Amghar

la rhétorique participationniste des partis islamistes. En rejetant sur ses alliés la responsabilité des insuffisances, ils s'autorisent à faire opposition à leur propre gouvernement et ainsi prendre leurs distances avec ceux-ci lorsque les mesures s'opposent à l'intérêt de la base sociale de leur structure partisane islamiste. La technique de cette opposition intérieure consiste à distinguer les nécessités immédiates des réformes de structures à long terme, incluses dans la doctrine de ces partis islamistes: on justifie sa participation au gouvernement en invoquant les premières, on le critique au nom des secondes. Assuré dans l'ambiguïté, ce soutien fournit aux députés et aux ministres islamistes une solution confortable qui leur permet de se positionner comme éléments non perturbateurs, tout en se réservant le droit de s'exprimer quand, par exemple, le référentiel religieux est en jeu. Ces partis incarnent ce que l'on pourrait qualifier d'«islamisme d'État». Forces islamistes d'appoint, ces partis héritent souvent de ministères de faible importance, car les partis majoritaires auxquels ils s'unissent, souvent proches ou issus du régime, répugnent à leur confier des portefeuilles stratégiques (Affaires étrangères, Intérieur, Justice, Éducation...). Leur participation dans les coalitions gouvernementales ne pèse donc pas réellement sur les contours de la politique gouvernementale.

À côté des partis minoritaires islamistes, il convient de distinguer une autre tendance : les partis islamistes à vocation majoritaire. À la différence des premiers, ces structures islamistes ont un poids politique et une image beaucoup plus forte, en raison du nombre de leurs électeurs et de l'importance des mandats qu'ils détiennent. Avant d'être Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan était maire d'Istanbul. Avant sa victoire aux élections législatives de 2005, le Hamas contrôlait un grand nombre de municipalités. Ce parti s'est en outre illustré par sa farouche opposition à l'égard de la présence d'Israël dans les territoires occupés et par son aide sociale à l'adresse des plus démunis. On a donc affaire ici aux grandes formations islamistes qui arrivent au pouvoir à l'issue du verdict des urnes. Ainsi, avant que les responsables de l'AKP ne gagnent les élections en 2007, ils formèrent un gouvernement au lendemain de leur victoire en 2004. Ces partis islamistes majoritaires ont des langages et des stratégies politiques soumis à deux

Quelques éléments de réflexion sur l'islam politique dans le monde arabe | Samir Amghar

logiques antinomiques. La première est la séduction : ces partis islamistes tentent d'attirer vers eux toutes les catégories professionnelles, ethniques et confessionnelles. Le Hamas s'emploie par conséquent à séduire les laïcs et les chrétiens, les cadres supérieurs ainsi que les ouvriers, et pas simplement les classes sociales conservatrices. En Turquie, l'AKP affirme sa proximité culturelle avec les classes populaires, tout en mettant l'accent sur une politique favorisant les classes moyennes. Le parti de Recep Tayyip Erdogan attire tout autant la population turcophone que les minorités ethniques et religieuses telles que les Alévis, les Kurdes ou encore les orthodoxes.

Mais ces partis sont face à une autre logique qui est quant à elle contradictoire : la nécessité, tout en élargissant sa base électorale, de conserver une image et une identité spécifique. Autrement dit, leur stratégie pour gagner de nouveaux électeurs ne doit pas rebuter leur noyau dur qui a l'habitude de voter pour eux. Ces partis ont un ancrage historique dans des bastions sociologiques déterminés, notamment les classes moyennes conservatrices et les classes populaires traditionalistes. Bien que ces partis évoluent dans des sociétés à haute différenciation sociale, ethnique et religieuse, ils ont la particularité de transcender les appartenances identitaires et sociologiques. Ils séduisent au-delà de leur noyau dur électoral et attirent ainsi la représentation de «la majorité silencieuse» qui ne se reconnaissait pas forcément dans les revendications originelles de ces partis. Ces partis islamistes adoptent publiquement un langage prudent, à sorties multiples (que certains désignent par double langage), suffisamment attrayant pour séduire, mais assez flou pour ne heurter personne.

A ce titre, ils ont une inclination toute particulière pour un langage lénifiant⁽⁷⁾. Ainsi, l'AKP (tout comme le parti de la Justice et du développement au Maroc) n'a pas islamisé la société, alors qu'il est au pouvoir depuis 2002. De plus, dans ses relations avec l'Union européenne, il a érigé le processus d'entrée de la Turquie dans l'UE en projet de civilisation. L'AKP a ainsi

⁽⁷⁾ Pour une réflexion théorique sur le discours politique, voir Patrick Charaudeau, *Le discours politique. Les masques du pouvoir*, Vuibert, 2005.

fait voter de multiples réformes destinées à mettre le pays en accord avec les critères européens en matière de liberté de la presse, de lutte contre la torture ou encore de défense des droits culturels des Kurdes.

1.2. Les partis islamistes protestataires

À la différence des partis islamistes dits gestionnaires, les partis islamistes dits d'opposition se caractérisent par un éloignement des lieux de pouvoir. Certes, ils acceptent le système politique, mais ils développent un discours critique à son égard. Ils se considèrent comme une force d'opposition. Nés d'un refus, ces partis entendent entrer en politique en contestant le système politique lui-même. Ils essaient de se créer un électorat en captant des frustrations et des mécontentements. Ils se font les porte-parole de groupes sociaux qui se perçoivent opprimés ou exclus du jeu politique. Ainsi, le parti d'Abdallah Djaballah, le Front de la justice et du développement (FJD)⁽⁸⁾ et précédemment le Mouvement de la réforme nationale (MRN), se fait le relais des classes sociales exclues du projet de libéralisation économique de l'État algérien (fonctionnaires, enseignants, employés des grandes entreprises publiques...). Le PJD marocain exprime, quant à lui, le désarroi des classes moyennes paupérisées marocaines. Chez ces partis islamistes, on retrouve deux logiques oppositionnelles. D'une part, une opposition de type consensuel, où il s'agit de s'opposer de manière constructive au gouvernement et au pouvoir, comme c'est le cas pour le PJD⁽⁹⁾, et d'autre part une opposition plus radicale, incarnée par exemple par le MRN algérien. C'est le cas également des islamistes saoudiens ou jordaniens.

À travers cette logique oppositionnelle, les partis islamistes de type protestataire cherchent à s'imposer dans le paysage politique en adoptant un langage abrupt qui rompt avec les prudences lénifiantes des partis

⁽⁸⁾ Abdallah Djaballah crée le Front de la justice et du développement, après la promulgation de la nouvelle loi sur les partis politiques, laquelle s'inscrit dans le cadre des réformes promises pour prévenir les effets du «printemps arabe».

⁽⁹⁾ Malika Zeghal, *Les islamistes marocains. Le défi à la monarchie*, La Découverte, 2005, p. 223. Voir également Khadija Mohsen-Finan, «Le PJD», *Politique étrangère*, n°1, 2005.

Quelques éléments de réflexion sur l'islam politique dans le monde arabe | Samir Amghar

islamistes de nature gestionnaire. Alors que le MSP développe un discours fondé sur la recherche constante du consensus, notamment à l'égard du régime algérien, le FJD n'hésite pas à critiquer ouvertement le système politique algérien et le président algérien. Le parti islamiste jordanien milite pour que des réformes constitutionnelles soient mises en place et demande l'indépendance du parlement jordanien, l'abolition du scrutin majoritaire, des réformes économiques et l'adoption de la liberté d'expression. Ces partis dénoncent les pratiques de la politique politicienne tant qu'ils n'ont pas encore eu véritablement à exercer le pouvoir. Surtout, ils s'affirment en prenant en charge un problème de société, trop peu consensuel ou trop inquiétant politiquement. Ces partis islamistes arrivent ainsi à capitaliser le courage politique, en se concentrant sur des problèmes laissés pour compte⁽¹⁰⁾. Ils arrivent ainsi à se constituer une identité forte via leurs prises de position nettes et tranchées. En captant les insatisfactions, ils obtiennent de bons résultats électoraux lorsque la conjoncture politique devient favorable. En Arabie saoudite, les élections municipales de 2005 ont été remportées par les islamistes. De la même façon, les Frères musulmans égyptiens ont réussi à faire élire 88 députés (sur 454) de leur sensibilité grâce à un travail critique de la politique menée par le président Hosni Moubarak⁽¹¹⁾.

En Algérie, le discours oppositionnel d'Abdallah Djaballah a permis à son parti de devenir la troisième force politique du pays lors des élections législatives de 2002. Il s'oppose aux accords commerciaux de libre échange passés avec l'Union européenne et remet en cause l'adhésion de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce. Il s'allie au Parti du travail, également parti d'opposition (ce n'est plus le cas) qui demande la fin des privatisations et la relance d'une politique de nationalisation.

⁽¹⁰⁾ Bruno Villalba, «Les petits partis et l'idéologie», Anne Laurent et Bruno Villalba (dir.), *Les petits partis. De la petitesse en politique*, L'Harmattan, 1997, p. 80.

⁽¹¹⁾ Voir Tewfik Aclimandos, «Frères musulmans: des (bons ?) usages de la confrontation», in Enrique Klause et Chaymaa Hassabo (dirs), *Chroniques égyptiennes 2006*, Cedej, Le Caire, septembre 2007. Du même auteur, «Les Frères : de la clandestinité vers le «tam-kîn»?», in Florian Kohstall (dir.), *L'Égypte dans l'année 2005*, CEDEJ, Le Caire, 2006.

Quelques éléments de réflexion sur l'islam politique dans le monde arabe | Samir Amghar

Abdallah Djaballah n'hésite pas à prendre à parti le Président algérien en estimant que celui-ci concentre la totalité des pouvoirs. Dans le but de ralentir l'action de la majorité, le parti d'Abdallah Djaballah multiplie les amendements lors des votes de propositions de lois notamment celle portant sur les boissons alcoolisées qu'al-Islah a réussi à faire voter. Dans de nombreuses déclarations, le leader islamiste vient jusqu'à douter de l'existence réelle de volonté politique du régime par rapport au processus de démocratisation des institutions. En refusant de participer au pouvoir, al-Islah-FJD manifeste la volonté de rester en dehors du système politique gouvernemental afin d'une part de conserver son potentiel protestataire et maintenir sa performance mobilisatrice. Eviter l'épreuve du pouvoir permet à al-Islah-FJD de séduire une clientèle critique à l'égard du pouvoir et exclue de toute participation politique⁽¹²⁾.

Les partis islamistes protestataires sont face à deux dangers dans la recherche d'une représentativité politique et d'une sortie de la marginalité. Le premier réside dans le fait que les frustrations peuvent non pas s'additionner les unes aux autres, mais s'opposer. Le FJD, qui réclame une place plus importante de l'islam dans la société, peut rebuter certains des fonctionnaires des grandes entreprises publiques ayant une sensibilité laïque, bien que le parti s'oppose au désengagement de l'Etat dans le secteur public. Le second danger est la nécessité de ne pas effrayer les électeurs sympathisants qui adhèrent aux analyses mais en redoutent la formulation brutale ou les excès. Si certains partis islamistes de type protestataire connaissent des succès électoraux, leur performance mobilisatrice les amène à un dilemme. Il n'est pas possible de garder durablement son électorat et à la fois de conserver ses élus dans l'isolement politique. À long terme, le refus de réaliser des alliances avec des partenaires modérés, pas nécessairement d'obédience islamiste, peut avoir un effet démobilisateur. D'autant plus que les compromis politiques nécessaires à la constitution d'alliances entraînent une dilution de leur identité contestataire.

⁽¹²⁾ Jean Leca, «L'Algérie aux chevets de la science politique, *Pouvoirs*, Seuil, 1998.

Quelques éléments de réflexion sur l'islam politique dans le monde arabe | Samir Amghar

Dans les deux cas, le danger est soit de heurter la sensibilité radicale des militants de la première heure, soit de briser les espoirs d'une autre partie des militants qui aspirent à exercer le pouvoir. Abdallah Djaballah a été confronté à une majorité des membres de ses anciens partis (an-Nahda, puis le MRN), qui voulaient rompre avec leur posture oppositionnelle et rejoindre la coalition gouvernementale au pouvoir. Le risque, pour ces partis, réside dans leur domestication, c'est-à-dire qu'ils se voient confinés dans une position de contestataires officiels, sans influence réelle sur les décisions et parfois discrédités dans leurs univers militant⁽¹³⁾.

1.3 Les partis islamistes hors système et/ou révolutionnaires

Alors que les partis islamistes dits gestionnaires et protestataires partagent la même reconnaissance du système politique dominant, les partis hors système se positionnent en porte à faux, face au régime politique. Parce qu'ils sont très critiques à l'égard du régime, ils disposent d'un potentiel contestataire voire révolutionnaire dont les partis islamistes protestataires ne disposent pas⁽¹⁴⁾. Ils s'opposent même à ces partis à qui ils reprochent de formuler leur opposition dans des institutions sous la coupe réglée du régime. Ces groupes et formations qui se situent en dehors du système sont facilement identifiables: ils n'appartiennent ni à la majorité, ni à l'opposition alternative, c'est-à-dire au groupe de ceux qui pourraient remplacer la majorité⁽¹⁵⁾. Cette situation peut provenir de la volonté de la formation islamiste qui refuse la conquête électorale et privilégie la voie révolutionnaire. Au Maroc par exemple, l'association d'Abdessalam Yassine, Adl wa-l Ishan (Justice et bienfaisance), prône l'abolition de la monarchie et l'établissement d'une république. Cette situation d'exclusion peut également être la conséquence du refus du régime et des partis du système de voir à leurs côtés un parti considéré comme extrémiste ou

⁽¹³⁾ Voir *Politix*, «Militantismes institutionnels», volume 18, 2005.

⁽¹⁴⁾ Pour une réflexion sur les partis révolutionnaires, voir Jean Baechler, *Les phénomènes révolutionnaires*, La Table ronde, Paris, 2006.

⁽¹⁵⁾ François Borella, *Les partis politiques dans la France d'aujourd'hui*, 5e édition, 1990, p. 201.

Quelques éléments de réflexion sur l'islam politique dans le monde arabe | Samir Amghar

facteur de déstabilisation de la vie politique. Ainsi, le FIS a été dissous par le régime algérien au lendemain de l'arrêt du processus électoral en 1991. Les responsables du parti islamiste tunisien an-Nahda ont été contraints à l'exil et les candidats des Frères musulmans égyptiens empêchaient régulièrement de se présenter à des élections. Ces 3 exemples ne répondent pas à la définition que tu donnes des partis révolutionnaires dès lors qu'ils acceptent, tentent ou participent au jeu électoral qui les met dans une position d'intériorité vis-à-vis du système. Ils s'inscrivent dans une position d'extériorité critique vis-à-vis des instances politiques en charge de gérer l'action publique, quitte à radicaliser les revendications. Ils contestent aux propriétaires de la vie politique le monopole sur l'offre politique. Ils ont fait l'objet d'une disqualification de leurs arguments dans les enceintes décisionnelles, ce qui a conduit à leur marginalisation et à une exclusion de leur participation à la vie politique officielle.

Ces partis se retrouvent alors dans trois types de situations. Soit ils sont interdits et poursuivent leur activité clandestinement, comme ce fut le cas pour le parti islamique d'Irak interdit sous le régime de Saddam Hussein. Soit ils sont contraints à l'exil (FIS, an-Nahda, Frères musulmans syriens, islamistes saoudiens...)⁽¹⁶⁾. Soit ils sont tolérés, mais ne peuvent s'organiser en parti politique (Frères musulmans égyptiens sous Moubarak...). Certains préfèrent se situer volontairement en dehors du système politique (Justice et bienfaisance). Car pour ces structures partisans islamistes, intégrer le jeu politique et institutionnel impliquerait ipso facto une reconnaissance du système. Se maintenir en dehors du système constitue alors un moyen de conserver un haut niveau de protestation politique.

⁽¹⁶⁾ Michel Camau et Vincent Geisser, *Le syndrome autoritaire*, Presses de Science po, 2004. Certains de ces partis islamistes étaient au départ autorisés, avant d'être interdits et contraints à l'exil, souvent en Occident, comme le parti an-Nahda tunisien, dont une grande partie des dirigeants s'est réfugiée en Europe. Certains de ces partis décident de poursuivre leur activisme politique en direction des populations musulmanes vivant en Occident et de créer des branches européennes comme Justice et Bienfaisance l'a fait avec Participation et spiritualité musulmans, et an-Nahda avec l'Union des organisations islamiques de France (UOIF).

Quelques éléments de réflexion sur l'islam politique dans le monde arabe | Samir Amghar

Le discours et le programme de ces partis se caractérisent par un messianisme révolutionnaire. Ils ne s'opposent pas au régime sur des problèmes de gestion mais réfutent le système politique dans sa globalité. Ils appellent à une transformation en profondeur du système politique, non pas par l'usage de la violence politique, mais par des actions «légales», appelant notamment au boycott des élections, à l'instar de Justice et bienfaisance lors des élections législatives de septembre 2007 au Maroc. Prônant une ouverture politique, ils s'opposent à l'autoritarisme du pouvoir politique en place. Ils appellent à une refondation totale du système vers une démocratie, voire une république islamique. Au Maroc, Justice et bienfaisance est un mouvement toléré qui ne peut et ne veut s'organiser en parti politique⁽¹⁷⁾. Ils estiment que les conditions démocratiques dans leur pays ne sont pas réunies pour mener des activités politiques efficaces. Ils tiennent, comme les partis islamistes protestataires, un discours profondément dissensuel et proposent des solutions à des problèmes politiques évacués par les partis classiques, à travers une vision messianique et utopique, éloignée de toute perspective réaliste et gestionnaire de la politique.

La recomposition du paysage politique des pays musulmans passera sans doute par l'intégration de ces formations politiques ultra-protestataires ou révolutionnaires qui, en s'insérant dans le jeu politique officiel, «réévalueront» leur identité politique originelle. Associés à la gestion de la cité, ils en viennent à modérer leur discours⁽¹⁸⁾.

⁽¹⁷⁾ Khadija Mohsen-Finan, «Le Maroc: l'émergence de l'islamisme sur la scène politique», *Politique étrangère*, 1-2005, p. 77.

⁽¹⁸⁾ En Europe, certains courants politiques ont connu des dynamiques identiques: les socialistes à la fin du 19^{ème} siècle, les communistes dans les années 1960 ou encore les partis catholiques. Cependant, cette politique d'inclusion ne fonctionne pas toujours, à l'exemple des partis de droite allemands des années 1930 qui n'ont pas réussi à domestiquer la virulence du parti nazi.

2. Les tendances lourdes de l'islam politique

2.1 Vers une sécularisation des islamistes?

Les idéologies des différentes organisations islamistes ont grandement évolué, tant au niveau de leur méthode que de leurs options politiques. Dans les années 1960 et 1970, les leaders de ces formations politiques se sont d'abord illustrés dans la prédication religieuse. Partisans de la mise en place d'une société islamique, ils sont alors à la tête d'associations religieuses. Pour eux, l'urgence est à la réislamisation. Ils pensent que la foi des populations musulmanes, au plus bas à cause de l'impérialisme occidental, est entachée de scories héritées du maraboutisme. Il faut donc d'une part, purifier la religion musulmane de toutes les «innovations» qui ont entaché ses préceptes et ses dogmes, pour revenir à la religion originelle telle qu'elle a été transmise par le Prophète, et d'autre part, éduquer les musulmans pour qu'ils se conforment à cette religion purifiée et délaissent leurs mauvaises coutumes. En tenant un discours basique de probité fondé sur le respect de la morale religieuse, la priorité est ainsi donnée au prosélytisme religieux et à la formation islamique. Cette politique hégémonique dans le champ islamique leur a permis d'investir et de contrôler de nombreuses mosquées et de devenir des acteurs piliers de la réislamisation, concurrençant ainsi l'islam d'État. Parce qu'il est à cette époque impossible de s'organiser en partis, en raison de la fermeture du champ politique, ils se contentent de développer auprès de leurs ouailles un discours et des activités strictement apostoliques.

Dans un contexte d'ouverture du champ politique, ces structures qui, au départ, s'investissaient dans le champ religieux, se sont très rapidement transformées en partis politiques⁽¹⁹⁾. Bien qu'organisés en partis politiques, ils conservent en leur sein une dimension religieuse importante et les membres continuent à mener des activités islamiques (formation religieuse, prédication, actions caritatives...). Leurs discours restent également empreints d'une très forte dimension religieuse. En effet, ils appellent à l'instauration d'un État

⁽¹⁹⁾ Mustapha al-Ahnaf, Bernard Botiveau, Franck Frégosi, *L'Algérie par ses islamistes*, Khartala, 1990, pp. 37-42.

Quelques éléments de réflexion sur l'islam politique dans le monde arabe | Samir Amghar

islamique, à l'établissement de la loi islamique (shari'a) et à la mise en place d'une théocratie⁽²⁰⁾. En s'investissant dans le champ politique, ils marginalisent progressivement leurs activités religieuses⁽²¹⁾. Alors que leur objectif était, par la formation et l'éducation religieuse des populations, de contrôler le champ religieux, ils se concentrent désormais sur la constitution d'un électorat afin de préparer les compétitions électorales. De surcroît, la prédication religieuse laisse la place aux mobilisations politiques: le cheikh n'est plus un guide spirituel mais un dirigeant politique, les disciples sont désormais des militants et les rassemblements ne sont plus des lieux de formation religieuse et de veillées spirituelles, mais des meetings politiques. Auparavant portées essentiellement sur des activités de da'wa (prosélytisme religieux), ces mouvements se concentrent désormais sur la chose politique. Ils deviennent des professionnels de la politique⁽²²⁾. Non seulement les structures et les activités changent, mais également le discours se sécularise. Les thèmes sont de plus en plus politiques et touchent au profane. L'instauration d'un État islamique, thème qui constituait le pilier du programme des islamistes, est délaissée, et l'islam n'est plus présenté comme la solution à tous les problèmes.

⁽²⁰⁾ Cette sécularisation s'observe également dans les noms des partis politiques. Avec la loi de 1997 interdisant qu'un parti puisse s'organiser sur un fondement ethnique et/ou religieux, les partis islamistes enlèvent toute référence à l'islam dans le nom de leur parti. Ainsi, le Mouvement pour la société islamique devient le Mouvement pour la société de la paix, et le Mouvement de la renaissance islamique devient Mouvement de la renaissance. Olivier Roy, *L'échec de l'islam politique*, Le Seuil, 1992.

⁽²¹⁾ Cette dynamique de sécularisation du discours se retrouve dans de nombreux partis islamistes du monde arabe. Voir, sur le cas égyptien, Patrick Haenni, *L'islam de marché. L'autre révolution conservatrice*, Seuil/ La République des idées, 2005. Sur le cas marocain, Mounia Bennani-Chraïbi, «Mobilisations électorales à Derb Soltan et Hay Hassani (Casablanca)», in Mounia Bennani-Chraïbi, Myriam Catusse, Jean-Claude Santucci (dir.), *Scènes et coulisses de l'élection au Maroc. Les législatives de 2002*, Karthala/Iremam, 2004. Sur la situation turque, voir Senem Aydin et Rusen Cakir, «Political islam in Turkey», *Working papers CEPS*, n° 268, 2007.

⁽²²⁾ Max Weber, *Le savant et le politique*, La Découverte, 2003 [1919]. La question de l'argent est un autre élément important de la professionnalisation de ces partis. Selon l'un des responsables du MSP, la source de financement du budget, qui représente entre 20 et 30 millions de dinars, provient à la fois des contributions annuelles des députés membres du parti islamiste (200 000 DA par député) et du financement de l'État. Voir «Voyage à l'intérieur des partis. Le Hamas ou l'islamisme en costume», Salima Tlemçani, *El Watan*, 11 avril 2006.

Quelques éléments de réflexion sur l'islam politique dans le monde arabe | Samir Amghar

Auparavant persuadés de représenter Dieu sur Terre, ils ne se considèrent plus comme les détenteurs d'une vérité religieuse absolue, mais plutôt comme les porteurs de convictions politiques qu'ils tentent de faire partager au plus grand nombre. Ainsi, en abandonnant l'idée de détenir la vérité islamique, ils se désacralisent. Au dogmatisme religieux qui caractérisait ces partis se substitue, peu à peu, le pragmatisme politique résultant de la sécularisation progressive de leur discours et de leurs activités. Les partis chrétiens-démocrates européens ont connu la même évolution. Au XIX^e siècle, des partis catholiques se constituaient à travers tout le Vieux Continent pour défendre les intérêts de l'Église face aux assauts politiques des partis républicains. Les références à la Bible étaient nombreuses dans le discours et l'idéologie de ces partis. Petit à petit, ils connurent une mutation pour devenir des partis chrétiens-démocrates dans lesquels les références au catholicisme sont essentiellement éthiques et philosophiques⁽²³⁾. Le pragmatisme politique l'emporte sur la définition claire d'une idéologie transcendante, qui se caractérise de plus en plus sous la forme d'un ensemble de principes généraux qui pourraient évoluer en fonction des circonstances politiques. Aussi est-il difficile de définir avec précision leur programme politique. Les projets politiques des islamistes ne sont pas issus d'une ligne de pensée homogène qui serait le résultat d'une théorie fondamentale islamiste, développée par les dirigeants et intellectuels du mouvement. Leur identité politique islamique reste dès lors flexible, capable d'épouser quand il le faut les différentes politiques gouvernementales. Ainsi, le programme politique respectif de ces trois partis reste assez imprécis. Quels 3 partis ?. Ils insistent essentiellement sur le principe de l'islamisation de la société par le travail institutionnel et législatif. Mais cette thématique reste assez floue et se résume davantage à une position de principe et à une profession de foi auprès des masses qu'à un véritable travail de théologie politique. Dans de nombreux cas, l'idéologie de ces partis islamistes se recoupe avec les positions et la politique religieuse gouvernementale du ministère des Affaires religieuses.

⁽²³⁾ Jean-Marie Mayeur, *Des partis catholiques à la démocratie chrétienne (19^e et 20^e siècle)*, Armand Colin, 1980.

Quelques éléments de réflexion sur l'islam politique dans le monde arabe | Samir Amghar

Dans ce contexte, quelle est la place de l'islam dans l'idéologie des islamistes ? Certes, le credo du religieux constitue une matrice idéologique prégnante au sein de ces formations politiques, mais ce qui est frappant, c'est la faible place accordée au religieux en tant que tel. De plus en plus, les programmes des islamistes du MSP ne font pas référence à l'islam en tant que religion ou idéologie transcendante et globalisante, mais en tant qu'héritage culturel et éthique. Même si les partis islamistes restent persuadés de la nécessité de l'application de la shari'a, non parce qu'elle relèverait d'une obligation religieuse, mais parce qu'elle serait la garantie d'une meilleure vie pour les populations musulmanes, ils n'appellent pas à sa mise en place. L'islam est dès lors présenté comme civilisationnel et éthique. Selon les islamistes, l'islam constitue le cadre culturel de l'identité des musulmans. Ainsi, l'action politique des islamistes vise de moins en moins à l'instauration de l'État islamique et à l'islamisation de la société, mais à l'établissement de règles garantissant le caractère islamique de l'État et de la société algérienne. C'est ainsi que les islamistes dénoncent fréquemment tout projet de mesure portant atteinte au caractère musulman de l'État et de la société. Ils s'opposent à la refonte du Code de la famille, estimant qu'elle remettrait en cause le fonctionnement islamique de la famille, votent des lois interdisant l'importation de boissons alcoolisées ou dénoncent la marginalisation de la langue arabe au profit de la pratique courante du français dans l'administration (dans le cas du Maghreb). Les formations islamistes jouent, par conséquent, le rôle de parti-pression mobilisant, le cas échéant, tous ceux qui, dans les sociétés musulmanes, craignent que l'on remette en cause l'identité arabo-islamique du pays.

Ce discours religieux sur la défense de l'identité islamique est valorisé plutôt dans les interactions avec les masses. Cette grande visibilité en matière de défense de la moralité islamique constitue pour ces partis un moyen d'apparaître comme les défenseurs des valeurs islamiques à moindres frais et de façon consensuelle, puisque ces positions convergent avec une partie de l'opinion conservatrice et traditionaliste du pays. Ces critiques ont pour objectif de gagner en popularité auprès des masses, spécialement en périodes électorales, où les déclarations sur le caractère

islamique de la société sont les plus fréquentes, mais cela n'empêche pas des stratégies d'alliances plus complexes avec l'État ou d'autres partis sur la défense de l'identité islamique « nationale ». Les partis islamistes se muent également en défenseurs de la communauté musulmane (umma) quand ils pensent que celle-ci est menacée.

2.2 Partis révolutionnaires ou partis de gouvernement?

Le basculement des islamistes d'une stratégie révolutionnaire vers une politique réformiste et conservatrice n'est pas sans rappeler les mutations idéologiques de toute une frange de communistes européens, militant pour un changement radical de la société et qui se sont peu à peu ralliés en faveur d'une stratégie progressiste. Bien que participant aux élections, le Parti communiste français (PCF) se déclarait partisan d'une politique révolutionnaire une fois arrivé au pouvoir. Jusqu'en 1977, les statuts du PCF prévoyaient l'établissement d'une dictature du prolétariat. Progressivement, le PCF mais également le Parti communiste italien ont délaissé leur stratégie révolutionnaire au profit d'une politique plus consensuelle.

Partisans de l'action directe et révolutionnaire et opposés à leur régime, les islamistes algériens étaient, pour leur part, très marqués par le modèle révolutionnaire iranien et leur objectif était d'instaurer un État islamique. Une large part de ceux qui se réclament aujourd'hui de l'islamisme était des militants de l'action violente et radicale dans les années 1970-80, moyen qu'ils estimaient être le seul capable d'établir un État islamique dans un contexte de fermeture politique et de répression contre toute forme d'opposition. De nombreux responsables islamistes actuels se sont illustrés dans des actions directes et de l'agitprop. Peu à peu, ces mouvements, qui mettaient en avant la dimension révolutionnaire de leur activisme, renoncent à la violence et optent pour l'action légale, au fur et à mesure de leur intégration officielle dans le paysage politique national. Dans les années 1980, en s'engageant dans l'action violente, ils veulent détruire de l'intérieur les institutions qu'ils considèrent comme anti-islamiques, mais sont trop faibles pour y parvenir. Peu à peu, leurs dirigeants se prennent au jeu politique. D'un discours révolutionnaire, ils passent à des

Quelques éléments de réflexion sur l'islam politique dans le monde arabe | Samir Amghar

revendications contestataires, avant de se muer en piliers conservateurs de la société et de l'État. Le modèle d'intégration politique des islamistes mobilise, avec l'aval des différents gouvernements, un subtil jeu d'auto-inclusion et d'auto-exclusion du système parlementaire dont le but est, tout en voulant apparaître aux yeux des autres partis et des différents régimes comme des acteurs fréquentables et un facteur de stabilisation, rassurer leur base séduite par la dimension contestataire de leur idéologie. L'objectif est de se constituer en force politique de stabilisation, non perturbatrice, tout en conservant un certain potentiel contestataire. Loin d'appeler à une remise en cause du système politique déjà existant (Parlement, présidence de la République...), ils exhortent leurs électeurs et membres au strict respect des institutions républicaines. Les formations islamistes constituent ainsi des forces nationalistes.

Afin de conquérir des suffrages au-delà de leur base originelle et de conclure d'indispensables alliances avec des formations non islamistes, les islamistes ont accepté des compromis, modéré leurs discours et changé peu à peu de valeurs. Ils s'allient avec les partis de l'Administration au pouvoir ou les partis de gauche. Ceux que l'on pourrait qualifier d'islamistes légalistes ont abandonné leurs anciennes méthodes révolutionnaires, fondées sur le radicalisme politique, pour adopter une stratégie pragmatique axée sur la négociation et le dialogue.

Ainsi, en se lançant dans des logiques partisans et électorales et en délaissant l'idée qu'ils sont les dépositaires de la vérité religieuse, ils ont développé une culture du compromis politique. En prônant un discours loyaliste à l'égard du système politique, ils ont négocié de façon pacifique leur entrée sur la scène politique nationale. Par le recours à des modes opératoires politiques «neutres» et légaux, ils apparaissent comme l'expression d'un conservatisme politique et social. Cette dynamique entraîne une banalisation et une routinisation du discours des partis islamistes, provoquant, ipso facto, une dilution de la portée contestataire de leur idéologie⁽²⁴⁾. L'euphémisation du discours protestataire s'accroît avec le sentiment d'une partie de leurs

⁽²⁴⁾ Gema Martin-Munoz, «Le régime algérien face aux islamistes», *Les États arabes face à la contestation islamiste*, Bassma Kodmani-darwish et May Chartouni-Dubarry (dir.), Armand Colin/Ifri, 1997, p. 55.

électeurs d'avoir été trahis par les islamistes qui, après s'être opposés au pouvoir algérien, collaborent désormais avec celui-ci. L'enjeu pour ces partis était donc, tout en participant au système politique algérien, de conserver leur potentiel mobilisateur et contestataire. De ce fait, le but est d'apparaître comme des forces stabilisatrices, tout en continuant à porter les frustrations politiques et sociales d'une partie de la population. Autrement dit, la question qui se pose aux islamistes est la suivante: comment rester des opposants et se démarquer en tant qu'islamistes tout en jouant la carte de l'inclusion politique?

2.3 L'islamisme est-il de gauche? Néolibéralisme versus islamo-gauchisme

Alors que les islamistes se caractérisent de plus en plus par leur acceptation commune des règles du jeu politique et par leur abandon de l'idée d'instaurer une théocratie islamique, ils divergent quant à leur approche de l'économie. En Algérie, si de plus en plus d'islamistes se sont déclarés à maintes reprises favorables au libéralisme économique et ont appelé à l'ouverture totale du marché⁽²⁵⁾, d'autres en revanche s'opposent aux orientations capitalistes du gouvernement algérien.

Les partisans du libéralisme affirment la nécessité de rééquilibrer les rapports entre État et société civile, cette dernière étant naturellement plus efficace que la bureaucratie. Pour ces islamistes, il est donc urgent de limiter les prérogatives de l'État aux questions régaliennes (police, justice, défense...). L'orientation néolibérale du programme économique de ces islamistes se fait ainsi l'écho d'une partie de son électorat, composé de classes moyennes souvent commerçantes. Cependant, tout en affirmant les vertus d'une ouverture totale du marché économique et d'une liquidation de l'État providence, il arrive que certains islamistes cautionnent les orientations économiques d'inspiration keynésienne comme ce fut le cas en Algérie. En outre, loin de ses postures

⁽²⁵⁾ Les orientations néolibérales des islamistes se développent surtout au sein de la tendance des Frères musulmans. Voir Amel Boubekeur, «L'islamisme comme tradition. Fatigue militante et désengagement islamiste en Occident», *Islamismes d'Occident*, Samir Amghar (dir.), Lignes de repères, 2006. Voir également Patrick Haenni, *L'islam de marché*, Le Seuil/ La République des idées, 2005.

Quelques éléments de réflexion sur l'islam politique dans le monde arabe | Samir Amghar

appelant à une liquidation de l'État providence, certaines formations islamistes se déclarent en faveur d'une augmentation des salaires des fonctionnaires. Alors que les orientations néolibérales visent à satisfaire une partie de son électorat, composé de classes moyennes pieuses et traditionalistes souvent commerçantes, les postures des islamistes en faveur du secteur public se fait l'écho d'une partie des fonctionnaires, inquiétés par la privatisation progressive du secteur public (hydrocarbures, banques, sidérurgies, tourisme...).

D'une manière générale, le projet de politique économique des islamistes s'apparente moins à un projet de libéralisation totale du marché qu'à une démarche de défense des intérêts de la petite bourgeoisie. Si le programme économique de la grande majorité des islamistes est ostensiblement de tendance néolibérale, la politique sociale est quant à elle résolument «chrétienne-démocrate». En effet, chez les islamistes, la justice sociale n'est vue qu'à travers le prisme caritatif. Par conséquent, l'enjeu n'est pas d'assurer dans la société une meilleure justice sociale et ainsi de garantir une plus grande redistribution des richesses, mais plutôt de limiter les inégalités à travers une solidarité caritative (zakat, charité privée, micro-crédits...).

Alors que le programme de politique économique et sociale de ces islamistes est porteur de valeurs politiques conservatrices, ancrées à droite, d'autres islamistes –plus rarement– s'inscrivent dans un registre «islamo-gauchiste». Leur programme économique et social se veut au contraire plus «progressiste». L'option gauchisante explique sans doute, au-delà de tactiques électoralistes, que ces formations «islamo-gauchistes» s'allient avec des partis de gauche voire d'extrême gauche. Ils n'hésitent pas à condamner les orientations néolibérales de leur gouvernement et critiquent les politiques de privatisation de leur gouvernement. Ils d'opposant à la mondialisation et partisans d'une certaine forme de protectionnisme, et se déclarent favorable à une économie planifiée et à un réengagement de l'État dans l'ensemble du secteur économique⁽²⁶⁾.

⁽²⁶⁾ Isabelle Werenfels, «Entre l'intégration et la répression: les stratégies des États face à l'islamisme au Maghreb», *Maghreb Machrek*, n° 191, printemps 2007, p. 84-85.

Quelques éléments de réflexion sur l'islam politique dans le monde arabe | Samir Amghar

En Algérie, prônant une politique redistributive des richesses algériennes à l'adresse des plus démunis, ces « islamo-gauchistes » portent ainsi les doléances d'une partie de son électorat recrutant dans les classes populaires mais également des classes moyennes paupérisées, victimes du projet de libéralisation économique du pays (cadres, employés des grandes entreprises publiques...).

En guise de conclusion

Pour conclure, notre article a tenté de montrer la grande variété idéologique et stratégique à l'intérieur du spectre de l'islam politique. Qu'ils soient gestionnaires, critiques ou opposés au système politique, les différentes tendances de l'islamisme participent à des degrés divers à la légitimation et à la stabilisation des systèmes politiques dans lesquels ils évoluent. Ainsi, d'une manière latente, l'existence du FIS, malgré son interdiction, remplit cette fonction, dans la mesure où les violences politiques (assassinats, attentats, guérillas urbaines...) qui ont eu lieu à la suite de la répression de l'insurrection islamiste ont permis de légitimer l'autoritarisme du régime militaire algérien qui a ainsi conforté sa place centrale dans le champ politique. Les Frères musulmans égyptiens, en refusant le désordre et la violence islamiste, assurent également cette fonction, malgré la répression dont ils ont fait et continuent de faire l'objet.

L'ensemble de la mouvance de l'islam politique remplit une autre fonction: celle de la relève politique. Ainsi, les partis islamistes sont, dans bien des cas, des inspirateurs de programmes politiques pour les partis proches du pouvoir. Ils sont des forces de propositions de changement des orientations politiques. Via les revendications des partis islamistes quant à l'islamisation de la société, les États musulmans ont introduit de nombreuses références à l'islam⁽²⁷⁾. Bien qu'une partie soit théoriquement hostile au système politique et à ses valeurs, les islamistes constituent une gêne réelle mais non insurmontable pour le système politique car ils contribuent au maintien des éléments exclus dans le système.

⁽²⁷⁾ Olivier Roy, «Les voies de la réislamisation», *Pouvoirs*, n°62, 1992, pp. 86-91.

Bibliographie

1. Burgat François, *L'islam en face*, Paris, La Découverte 1995. Olivier Roy, *L'échec de l'islam politique*, Paris, Le Seuil, 1994.
2. Haenni Patrick, «Trois scènes d'une banalité historique... les islamismes d'Occident ou la redécouverte de la mondialisation libérale», in Samir Amghar (dir.), *Islamismes d'Occident. Etats des lieux et perspective*, Paris, Lignes de repères, 2006
3. Chagnollaud Dominique, *Introduction à la politique*, Le Seuil, «Points Essais», Paris, 1996, p. 117.
4. Braud Philippe, *Sociologie politique*, L.G.D.J., Paris, p. 459.
5. Signoles Aude «L'islamisme municipal, enjeu et garant de la modernisation des pratiques politiques», *Critique internationale*, janvier-mars 2009.
6. Amghar Samir, «Les partis islamistes en Algérie : structures révolutionnaires ou partis de gouvernement?», *Maghreb Machrek*, n°194, hiver 2007-2008, p. 19.
7. Charaudeau Patrick, *Le discours politique. Les masques du pouvoir*, Vuibert, 2005.
8. Zeghal Malika, *Les islamistes marocains. Le défi à la monarchie*, La Découverte, 2005, p. 223. Voir également Mohsen-Finan Khadija, «Le PJD», *Politique étrangère*, n°1, 2005.
9. Villalba Bruno, «Les petits partis et l'idéologie», Anne Laurent et Bruno Villalba (dir.), *Les petits partis. De la petitesse en politique*, L'Harmattan, 1997.
10. Aclimandos Tewfik, «Frères musulmans: des (bons?) usages de la confrontation», in Enrique Klause et Hassabo Chaymaa (dirs), *Chroniques égyptiennes 2006*, CEDEJ, Le Caire, septembre 2007.
11. -----, «Les Frères: de la clandestinité vers le «tamkîn» ?», in Florian Kohstall (dir.), *L'Égypte dans l'année 2005*, CEDEJ, Le Caire, 2006.
12. Leca Jean, «L'Algérie aux chevets de la science politique», *Pouvoirs*, Seuil, 1998.
13. Baechler Jean, *Les phénomènes révolutionnaires*, La Table ronde, Paris, 2006.
14. Borella François, *Les partis politiques dans la France d'aujourd'hui*,

**Quelques éléments de réflexion sur l'islam politique
dans le monde arabe | Samir Amghar**

- 5e édition, 1990.
15. Camau Michel et Geisser Vincent, *Le syndrome autoritaire*, Presses de Science po, 2004.
 16. Mohsen-Finan Khadija, «Le Maroc : l'émergence de l'islamisme sur la scène politique», *Politique étrangère*, 1-2005, p. 77.
 17. al-Ahnaf Mustapha, Botiveau Bernard, Frégosi Franck, *L'Algérie par ses islamistes*, Khartala, 1990.
 18. Roy Olivier, *L'échec de l'islam politique*, Le Seuil, 1992.
 19. Haenni Patrick, *L'islam de marché. L'autre révolution conservatrice*, Seuil/ La République des idées, 2005.
 20. Mounia Bennani-Chraïbi, «Mobilisations électorales à Derb Soltan et Hay Hassani (Casablanca)», in Mounia Bennani-Chraïbi, Myriam Catusse, Jean-Claude Santucci (dir.), *Scènes et coulisses de l'élection au Maroc. Les législatives de 2002*, Karthala/Iremam, 2004.
 21. Aydin Senem et Cakir Rusen, «Political islam in Turkey», *Working papers CEPS*, n° 268, 2007.
 22. Weber Max, *Le savant et le politique*, La Découverte, 2003 [1919].
 23. Mayeur Jean-Marie, *Des partis catholiques à la démocratie chrétienne (19eme et 20eme siècle)*, Armand Colin, 1980.
 24. Martin-Munoz Gema, «Le régime algérien face aux islamistes», *Les États arabes face à la contestation islamiste*, Bassma Kodmani-darwish et May Chartouni-Dubarry (dir.), Armand Colin/Ifri, 1997.
 25. Amel Boubekour, «L'islamisme comme tradition. Fatigue militante et désengagement islamiste en Occident», *Islamismes d'Occident*, Samir Amghar (dir.), Lignes de repères, 2006.
 26. Werenfels Isabelle, «Entre l'intégration et la répression: les stratégies des États face à l'islamisme au Maghreb», *Maghreb Machrek*, n° 191, printemps 2007, p. 84-85.
 27. Roy Olivier, «Les voies de la réislamisation», *Pouvoirs*, n°62, 1992, pp. 86-91,